



Evaluation multisectorielle dans les départements du Sud et de la Grand'Anse

Haïti

Résumé

Juin 2017



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Dans la nuit du 3 au 4 octobre 2016, un ouragan de catégorie 4 sur l'échelle de Saffir Simpson a frappé la partie sud-ouest d'Haïti, touchant plus de 2,1 millions de personnes, et précipitant 1,4 millions en situation d'urgence humanitaire.¹ Afin de soutenir la planification et la réponse humanitaire d'urgence, REACH a conduit en octobre et novembre 2016 une première évaluation multisectorielle dans les départements du Sud et de la Grand'Anse, où près de 800 000 personnes ont été touchées.²

Plus de six mois après l'ouragan Matthew, la réponse humanitaire en Haïti a évolué, et a progressivement dépassé l'aide d'urgence pour rentrer davantage dans une logique de relèvement précoce. Néanmoins, de nombreuses personnes continuent de vivre dans des conditions précaires malgré le maintien de la mobilisation des acteurs humanitaires³. Peu d'informations sont disponibles quant au niveau de redressement des communautés affectées par l'ouragan. Pour combler ces lacunes en termes d'information, REACH a conduit une deuxième évaluation multisectorielle dans les départements du Sud et de la Grand'Anse entre le 24 avril et le 5 mai 2017. Cette évaluation avait pour objectif de refaire un bilan des besoins et de la vulnérabilité des populations de la zone par rapport à la situation pré-ouragan et celle à la première évaluation, et ainsi informer la réponse post-urgence toujours en cours.

Une méthodologie quantitative d'échantillonnage aléatoire a été adoptée afin d'obtenir des résultats statistiquement représentatifs des ménages, selon des caractéristiques géographiques liées à leur lieu d'habitation : Grand'Anse ou Sud, zone rurale ou urbaine, zone située sur le littoral ou dans l'arrière-pays. Se basant sur ces caractéristiques (ou « strates »), les données ont ainsi été collectées auprès de 909 ménages dans 86 localités, tous sélectionnés de manière aléatoire.⁴ Les résultats sont représentatifs au niveau des différentes strates considérées avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 6%.⁵ Cependant, ils reposent sur les réponses fournies par les ménages et il convient de garder en tête que la possibilité de biais ne peut pas être écartée. Huit groupes de discussion avec un total de 82 informateurs clés ont également été conduits, afin d'aborder certains sujets plus en détails et de qualifier davantage les résultats des enquêtes ménages. Les données ont ensuite été triangulées avec les données secondaires disponibles.

Les résultats principaux de cette évaluation sont présentés ci-dessous en deux temps. Le premier vise à qualifier le profil de la population enquêtée, en essayant de mettre en évidence les différences notables constatées, sur la base de plusieurs critères (démographie, statut de déplacement, accès à l'aide humanitaire, etc.), tandis que le deuxième présente l'analyse sous forme de réponses aux questions de recherche (QR) qui ont structuré l'évaluation. Les différences existant entre les strates considérées lors de l'évaluation seront soulignées lorsque celles-ci sont statistiquement significatives.

Profil des ménages

Les ménages étaient composés en moyenne de 6,1 individus, dont une majorité de mineurs (58% des membres étaient âgés de moins de 18 ans). La proportion de femmes était légèrement supérieure à la proportion d'hommes (52% comparé à 48%). De plus, de nombreux ménages comptaient en leur sein des personnes dépendantes et/ou particulièrement vulnérables, telles que des personnes âgées dépendantes (30,5% des ménages), des femmes enceintes ou allaitantes (25,5%), ainsi que des personnes en situation de handicap dépendantes (19,3%).

La prévalence des déplacements de populations restait conséquent au moment de l'évaluation – plus de la moitié de la population était déplacée, retournée ou accueillait des déplacés – ce qui constitue un facteur supplémentaire

¹ Haïti, Humanitarian Needs Overview, Novembre 2016:

http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/haïti_hno_2017.pdf

² REACH, Hurricane Matthew Emergency Response Multisector Assessment, November 2016, <http://bit.ly/2lcecb0>

³ OCHA, Bulletin Humanitaire numéro 64, Mai 2017.

http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha_haïti_bulletin_humanitaire_64_-_mai_2017.pdf

⁴ Ces nombres incluent 468 ménages vivant dans 42 localités de la Grand'Anse et 441 ménages de 44 localités dans le département du Sud.

⁵ Les pourcentages se réfèrent à un sous-groupe (par exemple, le type d'aide reçue par les ménages ayant déclaré avoir reçu de l'aide) ou à une désagrégation plus poussée (par exemple, les ménages vivant dans une région rurale du département de la Grand'Anse) présente un intervalle de confiance plus bas et doivent donc être interprétés avec précaution.

de vulnérabilité (possible épuisement des ressources, conditions de logements potentiellement précaires, etc.). En effet, près de 10% (9,9%) des ménages ont indiqué être déplacés en dehors de leur localité depuis l'ouragan, notamment dans l'arrière-pays (11,6%, par rapport à 5,5% de ceux vivant sur le littoral). Nombre de ménages (36,5%) étaient également retournés dans leur section communale d'origine après un déplacement de plus d'une semaine. La proportion de ménages retournés était plus importante dans le département du Sud (46,6%), que dans celui de la Grand'Anse (27,3%). De plus, 13,7% des ménages ont indiqué héberger au moment de l'évaluation une ou des personnes venues à la suite de l'ouragan, en particulier à la Grand'Anse (18,7%) et avec d'importantes variations constatées au Sud (5,1% dans l'arrière-pays, 16,6% sur le littoral, y compris 18,6% dans les zones rurales du littoral). Les participants aux groupes de discussion ont également souligné l'incapacité de bon nombre de ménages d'accueil à continuer d'héberger des personnes, en raison de l'épuisement de leurs ressources.

Malgré la persistance des déplacements et leurs conséquences, le niveau d'assistance reçu rapporté par les personnes interrogées semble relativement faible puisque la majorité des ménages (69%) a indiqué ne pas avoir bénéficié d'aide à la suite de l'ouragan. Cette proportion est plus forte au Sud (88%) qu'à la Grand'Anse (51,6%), potentiellement en raison d'une proportion de la population affectée par l'ouragan plus importante à la Grand'Anse et d'une priorisation de la réponse humanitaire en conséquence.⁶ Bien que la quasi-totalité des groupes de discussion ait mentionné avoir bénéficié d'assistance humanitaire, celle-ci a été unanimement décrite comme insuffisante en volume, voire parfois en qualité (tôles n'ayant pas l'effet désiré, denrées périssant trop vite, etc.). Pour ceux ayant indiqué avoir bénéficié d'une aide, les distributions de nourriture constituaient très majoritairement le type d'aide reçu le plus courant, suivi par l'assistance en termes d'abris, l'aide financière et les soins de santé pour le choléra. Plus de variations ont été remarquées au Sud qu'à la Grand'Anse, ce qui peut être lié au niveau d'accès plus important dans le département.

Les populations évaluées semblaient être relativement joignables, puisque le téléphone représentait le principal moyen de communication pour 78% des ménages interrogés, et notamment au Sud, où 81,5% des ménages ont déclaré utiliser le téléphone, suivi de la radio (11,2%). Les moyens de communication étaient plus variés à la Grand'Anse avec le téléphone (67,4%), le bouche-à-oreille (54,4%) et la radio (29,1%). De manière intéressante, les mobilisateurs communautaires comme vecteur de communication ont été uniquement mentionnés à la Grand'Anse, par 12% des ménages. Les principales sources d'information liée à la sécurité étaient identiques aux moyens de communication susmentionnés, bien que la prévalence du téléphone était plus faible, par rapport à la radio et au bouche-à-oreille (indiqués par respectivement 69,4%, 34,6% et 24,6% des ménages). Cette relative diminution peut être due à la perte de couverture du réseau téléphonique lors de catastrophes naturelles, comme ce fut le cas dans certaines parties du territoire haïtien après le passage de l'ouragan Matthew.

Réponses aux questions de recherche

Comme mentionné plus haut, l'enquête menée par REACH visait à répondre à plusieurs questions de recherche, toutes orientées sur une thématique spécifique :

QR 1 : Quel est le niveau de vulnérabilité socio-économique des ménages ?

Le niveau de vulnérabilité socio-économique des ménages révélé par l'évaluation est élevé, avec un faible niveau de relèvement depuis l'ouragan. La perte des moyens de subsistance engendrée par l'ouragan a eu un impact à la fois sur la sécurité alimentaire et les conditions de logement, tous deux apparaissant comme précaires.

En touchant une région principalement agropastorale, l'ouragan Matthew a conduit les populations du sud-ouest d'Haïti à se tourner vers des sources de revenus différentes de leurs sources de revenus traditionnelles, comme la vente de charbon, et qui sont toujours largement utilisées (se référer au Graphique 1 ci-dessous). Ainsi, 90,6% des ménages évalués ont reporté une dégradation de leur situation financière suite à l'ouragan, avec un revenu moyen mensuel s'élevant à 2 281 gourdes haïtiennes (HTG), soit 36,49 dollars américains (USD)⁷. La proportion de ménages déclarant n'avoir aucune source de revenu avait presque quadruplé depuis le passage de l'ouragan (de 5,9% à 22,1%). De plus, l'agriculture comme source principale de revenu a largement diminué (de 60,5% à 28,9%),

⁶ Trouver source

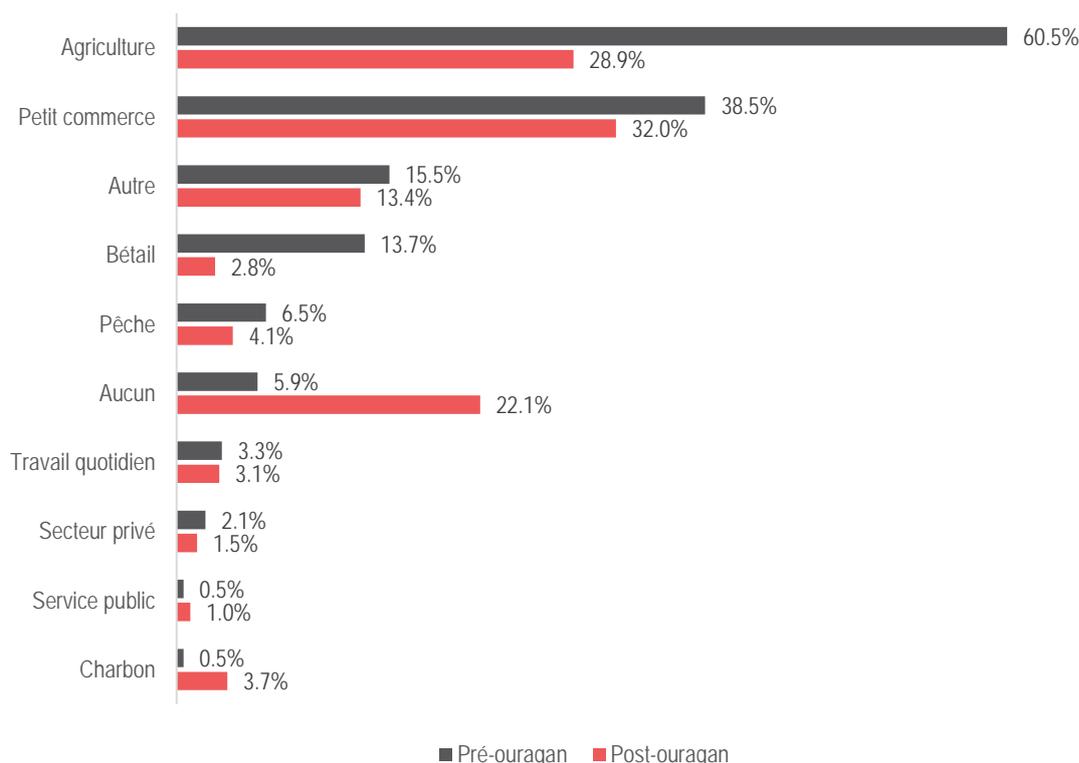
⁷ Taux de change : 1 HTG = 0,0159978 USD, le 26 juillet 2017.

<http://www.xe.com/fr/currencyconverter/convert/?Amount=2281&From=HTG&To=USD>

notamment dans le département de la Grand'Anse (de 75,5% à 24,8%), ainsi que l'élevage (de 13,7% à 2,8% de manière générale, et de 21% à 2,1% à la Grand'Anse). Le fait que 63,4% des ménages aient rapporté la perte de bétail comme une des pertes matérielles les plus conséquentes dues à l'ouragan (76% à la Grand'Anse et 49,6% au Sud) confirme cette tendance. Ces résultats sont indicatifs du niveau de destruction de l'agriculture et de perte de bétail déjà mentionné lors de la première évaluation multisectorielle, et confirmé lors des groupes de discussion.

De plus, près de la moitié (45%) des personnes possédant une terre cultivable ont indiqué ne pas avoir pu planter au cours des six derniers mois, principalement en raison de la perte des outils et des semences suite à l'ouragan (81,1% d'entre eux). Ainsi, 42,1% des ménages ont mentionné la perte de semences comme l'une des pertes matérielles majeures dues à l'ouragan. De plus, les récoltes ont été mauvaises, puisque des 54,8% des ménages possédant une terre cultivable et ayant pu planter, les trois-quarts (74,4%) n'ont pas récolté. Ces proportions sont toutes plus élevées dans le département de la Grand'Anse.

Graphique 1 : Principales sources de revenu des ménages avant et après l'ouragan

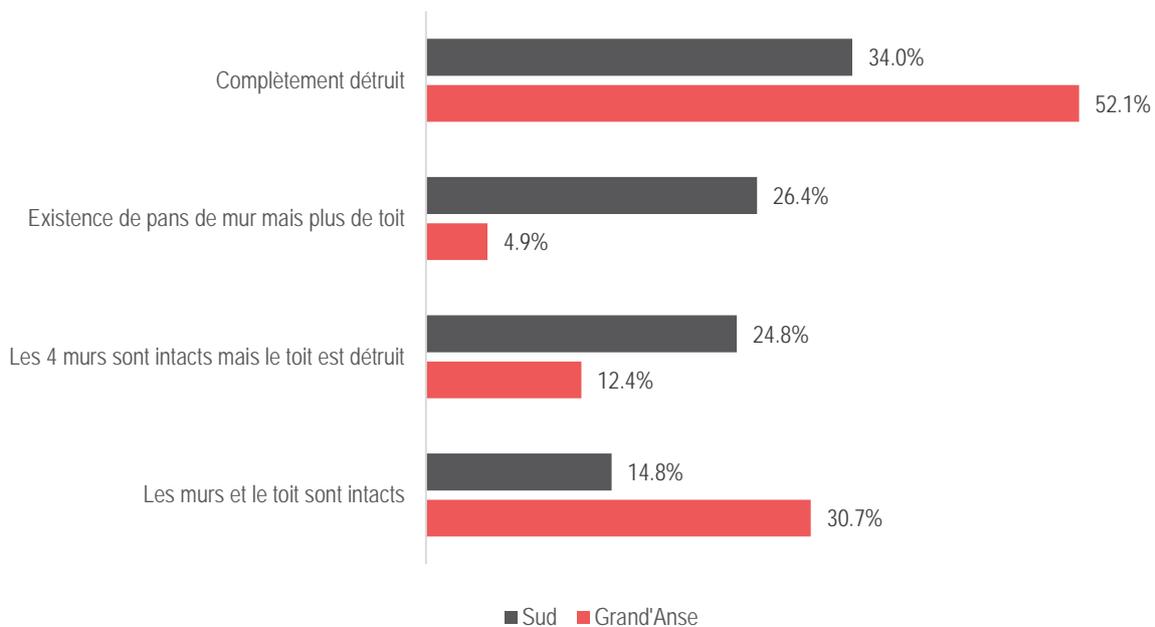


Les participants aux groupes de discussion ont souligné que des ménages présentaient un niveau d'endettement important, avec une augmentation de leurs dettes après l'ouragan. En effet, les semences et/ou marchandises détruites par l'ouragan avaient été pour la plupart achetées à crédit. Or, privés de leur source de revenu, de nombreux ménages étaient ainsi dans l'incapacité de les rembourser. Au-delà de la charge que ces dettes représentent sur le budget mensuel des ménages, elles peuvent également freiner le relèvement des ménages en les empêchant de relancer leur activité génératrice de revenu et constituent par ailleurs un danger pour leur protection.

Les conditions de logement restaient précaires, puisque six mois après le passage de l'ouragan, la plupart des dégâts causés n'avaient pas été réparés, ce qui peut constituer une préoccupation sécuritaire pour les ménages vivant dans ces logements. Ainsi, près de la moitié (43,5%) des ménages enquêtés ont indiqué que leur logement actuel était totalement détruit (Graphique 2). Pour faire face, les ménages ont construit des abris de fortune en attendant de pouvoir réparer leur logement initial, comme expliqué lors des groupes de discussion. Seuls 19,9% des ménages ont indiqué ne pas vivre dans le même logement qu'avant l'ouragan. Cette proportion est plus élevée dans le département du Sud (25,2%), que de la Grand'Anse (15,1%), ce qui correspond au plus fort taux de déplacement au Sud susmentionné.

La vaste majorité de ceux devant effectuer des travaux de réhabilitation ou de reconstruction dans leur logement n'a pas commencé ou les travaux sont en attente. Cela peut être dû au manque d'accès aux matériaux et à la main d'œuvre nécessaires pour les travaux, indiqué par plus de 90% des ménages ayant un logement détruit ou endommagé.⁸ Ce manque d'accès, confirmé par les participants aux groupes de discussion, est presque exclusivement lié à un manque de moyens financiers. De plus, seuls 17,5% des ménages ont indiqué avoir connaissance de techniques de reconstruction plus résistantes aux effets des aléas naturels et 7,8% d'entre eux disposent d'une personne dans leur entourage avec une telle connaissance. Cela signifie que la vulnérabilité des ménages face aux prochains aléas reste très élevée.

Graphique 2 : Conditions des logements actuels selon les ménages, par département



L'accès à une quantité suffisante de nourriture était problématique au moment de l'évaluation. Plus de la moitié des ménages (60,1%) ne mange qu'un seul repas par jour, tandis que 33,7% en mangent deux ; 1,8% des ménages ont indiqué ne prendre aucun repas par jour. En plus de ce problème de quantité, les ménages avaient un régime alimentaire très peu varié, avec un score de diversité alimentaire des ménages (SDAM) de 1,83, ce qui signifie un apport insuffisant en nutriments et peut ainsi présenter certains risques pour la santé.⁹

Le manque de ressources financières constituait la principale barrière d'accès à la nourriture (indiquée par 88,5% des ménages), suivi par la destruction de la production agricole causée par l'ouragan (9,8%). Cette dernière barrière a été plus souvent mentionnée dans le département de la Grand'Anse (13%) que du Sud (6,4%). Les participants aux groupes de discussion ont également souligné la perte de bétail et de la production agricole comme difficultés majeures, représentant à la fois une perte des sources de revenu et de nourriture. Un accès difficile aux marchés représentait un obstacle additionnel pour environ un tiers de la population (36,3%) qui a besoin de plus d'une heure pour accéder au marché le plus proche. Là encore, cette proportion était plus élevée à la Grand'Anse (46,2%), ce qui reflète les plus mauvaises conditions d'accès et de mobilité dans ce département, où les infrastructures sont moins répandues et le relief plus important. Pour surmonter ces difficultés d'accès à la nourriture, les ménages ont adopté des stratégies d'adaptation négatives. Les plus communes étaient l'achat de nourriture à crédit (81,9% des ménages), la réduction du nombre de repas (30,4%) voire passer une journée sans manger (23,5%). Le partage de nourriture, l'appui des proches, le déplacement, et la vente de terre et de bétail pour acheter de la nourriture ont également été signalés lors des groupes de discussion.

⁸ Il est important de noter que seulement 8% des ménages ayant indiqué avoir reçu de l'aide ont déclaré avoir reçu une aide en termes d'abris. Cela peut être une raison supplémentaire expliquant le retard des travaux de réhabilitation et de reconstruction.

⁹ Le SDAM est compris entre 1 et 12, 12 démontrant une forte diversité alimentaire et 1 une très faible diversité. Pour plus d'information sur le SDAM et son mode de calcul, veuillez vous référer à ce document : https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/HDDS_v2_French_2006_0.pdf

QR 2 : Quelle est la situation actuelle de la population en termes d'accès aux services de base ?

L'accès aux services de base, déjà limité avant l'ouragan, n'avait pas entièrement été rétabli au moment de l'évaluation, ceux-ci étant souvent en nombre restreint et/ou éloigné. La dépendance envers des sources d'eau non améliorées et non traitées, couplée à l'absence de latrines sont apparus comme particulièrement problématiques et soulèvent d'importantes questions d'ordre sanitaire.

Bien que près de la moitié (46,9%) des ménages avait recours à une source d'eau améliorée comme source principale d'eau de boisson, 13,6% des ménages utilisaient une source d'eau non améliorée et 11,7% buvaient principalement de l'eau de surface (se référer au Tableau 1 ci-dessous pour une classification des sources d'eau). De plus, 16% des ménages ont indiqué ne pas traiter l'eau qu'ils consommaient. Ces résultats sont très préoccupants puisqu'ils démontrent un risque élevé de propagation des maladies véhiculées par l'eau. D'autant plus que la majorité des ménages (63,9%) n'avait pas accès à des latrines et pratiquait la défécation à l'air libre, ce qui pose un risque de contamination de l'eau, en particulier à la Grand'Anse (78,9%). De plus, 60,4% des ménages ont indiqué ne pas avoir de savon. Enfin, la moitié (50,2%) des ménages considérait que la distance ou le temps d'attente aux points d'eau étaient problématiques, notamment dans le département de la Grand'Anse (57,5% comparé à 42,1% au Sud).

Tableau 1 : Classification des sources d'eau, selon les critères du *Joint Monitoring Programme for Water and Sanitation (JMP)*¹⁰ et proportion de ménages ayant recours à chaque type.

Classification	Type de source	Grand'Anse	Sud
Sources d'eau améliorées	Eau du robinet privé,	4,3%	8,5%
	Eau du robinet public ou kiosque,	20,6%	33,8%
	Puits ou forage aménagé,	7%	10,4%
	Eau conditionnée (sachet ou bouteille)	0,5%	9,9%
	Total : 32,4%	Total : 62,6%	
Sources d'eau non-améliorées	Puits ou forage non-aménagé	9,6%	14,6%
	Eau par camion	2%	1,1%
	Total : 11,6%	Total : 15,7%	
Eau de surface	Rivière, fleuve ou lac	9%	8,7%
	Eau stagnante (mare)	1,2%	4,9%
	Total : 10,2%	Total : 13,6%	
Autres ¹¹	Eau de source	42,9%	3,7%
	Eau de pluie	2,8%	0,9%
	Total : 45,7%	Total : 4,6%	

Environ la moitié des ménages enquêtés a constaté une dégradation de leur situation en termes de santé au cours des six mois précédant l'enquête, que ce soit au niveau de leur communauté en général (46,4%) ou plus spécifiquement au niveau de leur ménage (51,6%). Les problèmes de santé dans les ménages les plus mentionnés étaient la cholérite (37,1% des ménages), la malaria (29%), ainsi que la fièvre typhoïde (21,8%) et la diarrhée (21,2%). Le cholera a été mentionné par 9,6% des ménages.

La vaste majorité des ménages a indiqué avoir accès à une structure de santé en moins d'une heure de marche. Le type de centre de santé le plus communément rapporté était néanmoins un dispensaire (34,3% des ménages), prodiguant des soins limités. Ainsi, seulement environ un quart des ménages (23,9%), et principalement ceux vivant dans le département du Sud (29,8%), avait accès à un hôpital de référence et environ la même proportion (26,9%) avait accès à un centre de santé local (avec ou sans lits), tandis que 7,4% ont expliqué ne pouvoir accéder à aucune structure de santé en moins d'une heure de marche.

Au-delà de la distance et du manque d'infrastructures, les populations de Sud et de la Grand'Anse doivent faire face à plusieurs barrières à l'accès aux soins, telles que le manque de personnel de santé (mentionné par 48,6%

¹⁰ Pour plus d'information, veuillez vous référer à ce document : <https://washdata.org/monitoring/drinking-water>

¹¹ Ces types de sources ne peuvent être classifiés en améliorée/non-améliorée, car cela dépend de la manière dont l'eau est entreposée et de si le bassin est protégé. Dans le contexte haïtien cependant, il est probable que ces sources d'eau soient majoritairement non-améliorées.

des ménages) et le manque de moyens financiers (40,2%). Les participants aux groupes de discussion ont ainsi expliqué que les soins et les ambulances étaient trop chers et donc inabordables pour une grande partie de la population, et que le personnel et le matériel limités restreignaient l'accès. Par conséquent, 13,3% des ménages ont souligné n'avoir aucun accès à des services de santé. La plupart des ménages restants (77,3%) ont indiqué avoir à se déplacer en dehors de leur localité pour pallier au manque d'accès aux soins.

Par ailleurs, 55,5% des ménages ont indiqué ne pas savoir reconnaître les signes de malnutrition. Au sein des 44,5% les connaissant, 11,6% ont indiqué la présence de personnes en situation de malnutrition dans leur ménage, majoritairement des enfants. Cette proportion était particulièrement importante dans le département de la Grand'Anse (17,2%), en comparaison avec le Sud (6,7%).

Lors de la première évaluation REACH, les écoles n'avaient pas encore repris leur fonctionnement normal, avec un nombre important d'entre elles détruites ou fortement endommagées, ou utilisées en tant qu'abri collectif.¹² Les cours ont depuis repris, mais, au moment de l'évaluation, de nombreuses structures scolaires n'avaient pas encore été réparées. De plus, le nombre d'enfants scolarisés a diminué depuis l'ouragan selon les participants aux groupes de discussion, en raison du manque de structures fonctionnelles, la perte de matériel scolaire et des uniformes à cause de l'ouragan, et l'impossibilité des parents de s'acquitter des frais scolaires. Ces obstacles à l'accès à l'éducation sont similaires à ceux mentionnés lors de la première évaluation.¹³ Enfin, bien que 41,4% des enfants soient à moins de 30 minutes de marche pour se rendre à l'école, un quart des enfants mettent plus d'une heure, ce qui peut constituer un risque de protection et une barrière supplémentaire à la scolarisation des enfants.

QR 3 : La protection et la sécurité des ménages sont-elles à risque actuellement ?

Les conséquences de l'ouragan Matthew se faisaient encore ressentir six mois après son passage quant à la protection des ménages affectés et leur sentiment de sécurité. En particulier, peu de mesures semblaient avoir été prises pour assurer la sécurité des ménages et améliorer leur résilience en cas de future catastrophe naturelle.

Plus des trois-quarts (77,9%) des ménages interrogés ont déclaré ne pas se sentir en sécurité dans leur logement actuel, particulièrement dans le département de la Grand'Anse (83,7%, comparé à 71,6% dans le département du Sud). Le mauvais état des logements – avec une forte proportion de ménages vivant dans un logement endommagé ou détruit comme susmentionné – a été souligné comme la raison principale de ce manque de sécurité par la quasi-totalité de ces ménages (92,8%), sans distinction au niveau départemental. Des risques d'expulsion ont également été évoqués lors des groupes de discussion en raison du fait que certaines personnes ont construit des abris sur des parcelles qui ne leur appartiennent pas.

Environ un tiers (37,5%) de la population a également estimé que le niveau de sécurité dans leur localité était faible, en particulier dans le département de la Grand'Anse (42%). Les filles, les femmes âgées et les garçons ont été indiqués comme étant les groupes de personnes les plus à risque, par respectivement 65%, 37,1% et 35% des ménages. Certains participants aux groupes de discussion ont ainsi mentionné des cas de viols et de violences basées sur le genre, ainsi que des problématiques liées à la promiscuité dans les abris de fortune. Il est important de souligner que 28,6% des ménages ont indiqué ne pas savoir à qui s'adresser en cas de problèmes sécuritaires ou de violences, quand le reste de la population a indiqué se tourner principalement vers les autorités locales ou religieuses (51,9% et 22,5% respectivement).

La majeure partie de la population (68%) a indiqué ne pas avoir mis en place de stratégies personnelles pour faire face aux futures catastrophes naturelles et seuls 1,9% des ménages ont mentionné avoir utilisé des matériaux plus résistants aux aléas climatiques pour la reconstruction de leur logement. Ces résultats montrent un manque de préparation important, lié en partie au fait que, comme mentionné précédemment, une vaste majorité ne connaît pas les techniques de reconstruction plus résistantes aux effets des aléas naturels. Par conséquent, il est probable qu'un choc futur entraîne des conséquences et un niveau de destruction similaires, alors que la population fait face à un niveau de vulnérabilité plus élevé et une résilience plus faible. Les ménages restants ont principalement indiqué se tenir au courant des prévisions météorologiques (25,4%) et/ou constituer un stock de nourriture (7,7%).

¹² REACH, Hurricane Matthew Emergency Response Multisector Assessment, November 2016, <http://bit.ly/2lcecho>

¹³ Ibid.

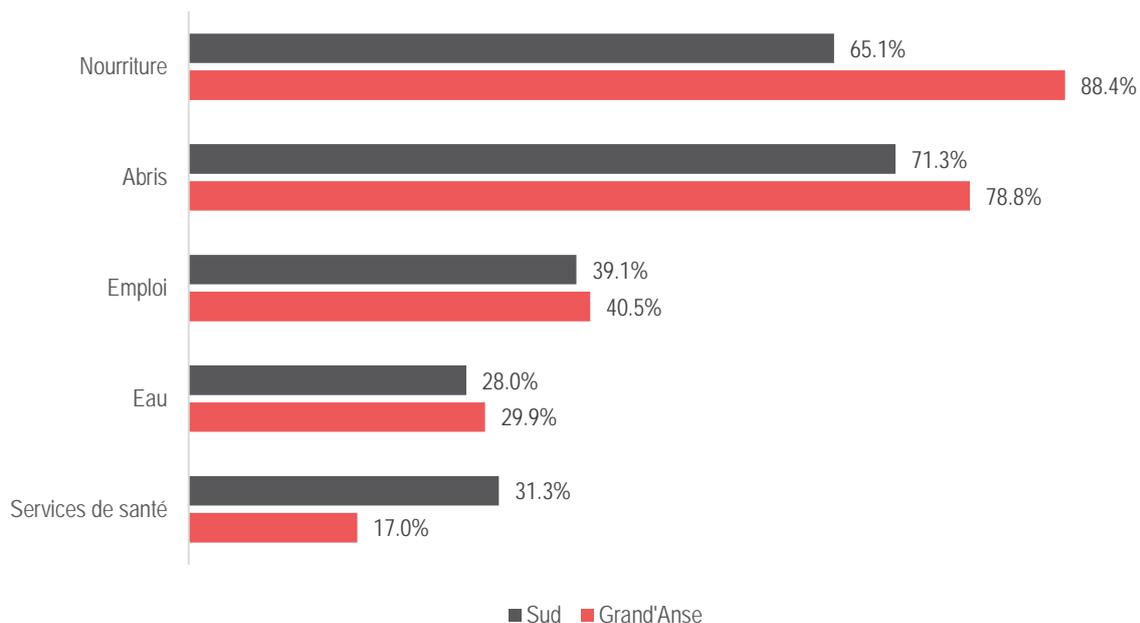
Enfin, un quart de la population (25,6%) a indiqué avoir dû se séparer d'un membre du ménage suite à l'ouragan, principalement des enfants. Au moment de l'évaluation, 9% ont indiqué envisager de se séparer de l'un de leurs enfants, en majeure partie pour les envoyer chez des membres de la famille élargie, afin qu'il puisse aller à l'école (50,1%) ou bénéficier de meilleures conditions de vie (48,8%). Se séparer d'un membre de sa famille constitue une stratégie d'adaptation au manque de ressources et met en évidence la vulnérabilité de certains ménages évalués.

QR 4 : Quels sont les besoins prioritaires des ménages ?

Les besoins prioritaires les plus mentionnés par les ménages reflètent les résultats de l'évaluation, et en particulier les vulnérabilités, présentées ci-dessus. Ainsi, les trois-quarts des ménages ont indiqué la nourriture et les abris comme l'un de leurs trois principaux besoins (respectivement 77,3% et 75,3% des ménages), indicatif de la prééminence des barrières d'accès à la nourriture et du faible niveau de réparation et de réhabilitation des logements rapporté au moment de l'évaluation. Le travail, ou l'accès à une source de revenu, arrive ensuite (39,8%), suivi de l'accès à l'eau (29%) et aux services de santé (23,8%). Quelques variations peuvent être observées entre les départements, comme montré par le Graphique 3.

Seule une très faible minorité des ménages a souligné la sécurité et/ou la police comme l'un de ces trois principaux besoins (respectivement 4% et 0,3%). Ces ménages vivaient presque exclusivement dans le département du Sud (6,8% et 0,7% respectivement), bien que la situation sécuritaire ait été davantage rapportée comme problématique dans le département de la Grand'Anse.

Graphique 3 : Besoins prioritaires les plus mentionnés, par département¹⁴



Conclusion

Six mois après le passage de l'ouragan Matthew, le niveau de vulnérabilité socioéconomique des ménages reste très important. Ces derniers ont subi de fortes pertes, notamment de leurs moyens de subsistance, que les stratégies mises en place n'ont pas réussi à redresser. Sans moyens suffisants, les populations peinent à faire face à leurs besoins en nourriture, à réparer leurs logements, ou à accéder aux services de base, dont l'offre était déjà largement restreinte pré-ouragan. Ces ménages ont adopté des stratégies de survie négatives, telles que la réduction du nombre de repas par jour, qui sont à terme dangereuses et présentent des conséquences néfastes sur leur capacité de résilience. D'après les résultats de l'évaluation, la relance de l'activité économique, notamment

¹⁴ Les ménages pouvaient choisir jusqu'à trois besoins principaux.

agricole, est essentielle pour améliorer les conditions de vie, et pourrait être soutenue par un accès renforcé aux outils, aux semences ainsi qu'à l'engrais.

Peu de stratégies de limitation des risques semblent avoir été mis en place par les ménages, que ce soit au niveau de la reconstruction de leurs abris ou de la protection de leurs ménages. Dans le contexte haïtien où les aléas climatiques ont une prévalence forte, le besoin de formations, notamment aux techniques de construction plus résistantes, ou encore la sensibilisation, par exemple sur les risques liés à la consommation d'eau non traitée et/ou issue de sources non-améliorées, ressortent des résultats de l'enquête.

Les résultats varient principalement en fonction du département, et non en fonction des autres caractéristiques considérées lors de cette évaluation (urbain/rural, littoral/arrière-pays) pour lesquelles presque aucune différence significative n'a été observée pour la majorité des indicateurs. La situation dans le département de la Grand'Anse apparaît donc plus critique que dans le département du Sud, bien que les besoins soient aigus dans les deux. Les différents besoins des populations devraient donc être pris en compte pour l'élaboration d'une réponse humanitaire adaptée.